

## Derrière l'exceptionnelle croissance de l'Espagne, le tourisme, l'immigration et les fonds de relance européens

En 2024, le produit intérieur brut du royaume a bondi de 3,2 %. Un rythme quatre fois plus rapide que la moyenne européenne.

**Sandrine Morel, *Le Monde*, 31/01/25**

Dans une Europe où l'économie est en berne, l'Espagne affiche une croissance insolente. En 2024, son produit intérieur brut (PIB) a bondi de 3,2 %, selon les chiffres publiés, mercredi 29 janvier. Un rythme quatre fois plus rapide que la moyenne européenne et une hausse de 0,5 point par rapport à 2023. « *Ainsi, 40 % de la croissance de la zone euro en 2024 vient d'ici*, s'est félicité le ministre de l'économie, du commerce et des entreprises, Carlos Cuerdo. *Pour la première fois, l'économie espagnole a atténué les effets de chocs internationaux au lieu de les aggraver.* » Sur l'ensemble de l'année, la consommation progresse de 2,8 %, les exportations, de 3 %, et les importations, de 2 %.

Tirée par le secteur du tourisme – avec 94 millions de visiteurs étrangers (+ 10 %) et 126 milliards d'euros de dépenses touristiques (+ 16 %) – et dopée par une forte immigration – 1,5 million de nouveaux habitants ont été recensés entre 2021 et 2024 et 40 % des 470 000 emplois créés en 2024 ont été occupés par des étrangers –, la croissance espagnole bénéficie aussi du souffle donné par les fonds du plan de relance européen NextGenerationEU, décidé en 2020.

Aide à la numérisation des entreprises, aux solutions de stockage de l'énergie d'origine renouvelable, à la réhabilitation d'édifices anciens ou à la promotion du secteur audiovisuel... Doté de 163 milliards d'euros, dont 80 milliards sous la forme de subventions et 83 milliards de prêts, le plan de relance espagnol est le plus important derrière celui accordé à l'Italie. Après un retard à l'allumage, le gouvernement a accéléré sa mise en place de manière notable en 2023, et atteint une vitesse de croisière soutenue en 2024.

### Projets stratégiques

Au total, le gouvernement et les régions autonomes ont lancé des appels à projets pour une valeur de 77,5 milliards d'euros, autour des douze projets stratégiques pour la récupération et la transformation de l'économie qu'il a définis : développement du véhicule électrique, énergies renouvelables, agroalimentaire, industrie navale, décarbonation industrielle... Plus de 47 milliards d'euros ont déjà été alloués, selon le dernier rapport publié par le ministère de l'économie, le 31 décembre 2024. A 41 %, ils ont irrigué des petites et moyennes entreprises et, à 25 %, des grands groupes. Près de 33 % de ces aides ont été destinées à l'amélioration du tissu industriel, 22 % à l'« agenda rural et urbain » (lutte contre l'exode rural ou modernisation de l'agriculture), et 17 % à des infrastructures durables.

Quelle part de la croissance espagnole peut être liée à ce plan de relance ? « *Au-delà des retombées fiscales, il est difficile de quantifier son impact* », explique l'économiste Jorge Galindo, directeur adjoint du centre d'études économiques de l'Esade, une école de commerce à Barcelone. Il rappelle que la Banque centrale européenne a réalisé des estimations globales à ce sujet.

Selon l'institution de Francfort, le plan de relance peut contribuer à l'augmentation du PIB de l'Union européenne entre 0,4 point et 0,9 point de pourcentage cumulé jusqu'en 2026. Et, dans les cas plus spécifiques de l'Italie et de l'Espagne, de 1,2 à 1,9 point. « *L'effet des fonds européens sur la*

*compétitivité des entreprises, sur la diversification de leurs activités, est difficile à mesurer à court terme. Ce qui importe, c'est leur capacité à apporter des changements durables* », poursuit M. Galindo.

Les entreprises espagnoles en redemandent. Selon un rapport de la Banque d'Espagne, publié mercredi 29 janvier, 21,2 % des compagnies du royaume ont déjà sollicité, ou comptent le faire prochainement, l'accès aux fonds du plan de relance. La moitié d'entre elles ont, pour l'heure, obtenu une décision favorable. Or, 45 % de ces entreprises déclarent qu'elles n'auraient pas réalisé d'investissements sans l'impulsion du plan de relance européen.